

Université de Technologie de Troyes

12 rue Marie Curie  
CS 42060  
10004 TROYES cedex

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°2026-01

OBJET DU MARCHE :

PRESTATIONS DE SERVICES D'AGENCE DE VOYAGES ET MISE A DISPOSITION D'UN SBT ET  
D'UNE BASE HOTELIERE RELATIVE AUX DEPLACEMENTS PROFESSIONNELS,  
ORGANISATION DE VOYAGES DE GROUPES ET/OU SEMINAIRES AU PROFIT DES  
PERSONNELS ET PERSONNES INVITEES DE L'UNIVERSITE DE TECHNOLOGIE DE TROYES  
(UTT).

## Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 - Définition des parties.....	3
1.2 - Procédure de passation.....	3
1.3 – Définition du besoin.....	3
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	3
ARTICLE 3 - PRIX.....	4
3.1 – Caractéristiques et modes de variation des prix .....	4
ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION.....	5
4.1 - Modalités de commande.....	5
4.2 – Délai de livraison.....	5
4.3 – Désignation d'un référent .....	5
ARTICLE 5 - REGLEMENT DES COMPTES .....	5
5.1 – Avance forfaitaire .....	5
5.2 - Facturation .....	5
5.3 – Paiement.....	6
ARTICLE 6 : PENALITES.....	6
ARTICLE 7 : DROIT ET LANGUE .....	6
ARTICLE 8 - RESILIATION DU MARCHE .....	7
ARTICLE 9 – DEROGATIONS AU CCAG.....	7

## ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 - Définition des parties

- Pouvoir adjudicateur :

Université de Technologie de Troyes (UTT)  
12 rue Marie Curie  
CS 42060  
10004 TROYES Cedex

- Comptable assignataire des paiements :

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'Université de Technologie de Troyes.

- Personne habilitée à représenter le Pouvoir Adjudicateur pour l'exécution du présent Cahier des charges :

Le directeur de l'UTT ou ses délégataires.

- Titulaire :

Le titulaire est le fournisseur retenu aux termes du présent appel d'offres.

### 1.2 - Procédure de passation

La procédure retenue pour ce marché est l'Appel d'Offres ouvert en application de l'article R.2124-2 du Code de la Commande Publique (CCP). La technique d'achat est l'accord-cadre à bons de commande selon les articles R.2162-13 et R.2162-14.

Le mode de dévolution du présent marché est un lot unique.

### 1.3 – Définition du besoin

Le présent marché a pour objet la fourniture de prestations de services d'agence de voyages, délivrance de titres de transport air, fer, location de véhicules ainsi que les prestations hôtelières pour les missions effectuées par les personnels usagers et personnes extérieures invités, associés ou en mission de l'Université de Technologie de Troyes dans le cadre de leurs déplacements professionnels locaux, nationaux, européens et internationaux (individuels ou en groupe) ainsi que la mise à disposition d'un portail de réservation en ligne (SBT) et d'une base hôtelière.

Les besoins précis sont présentés dans le CCTP.

## ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement ou ATTRI 1
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le cadre de réponse technique (CRT)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Les indicateurs de Qualité de services (SLA)

Les obligations contractuelles définies supra expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du marché.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

Les contractants déclarent parfaitement connaître le CCAG/FCS bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché (CCAG consultable à l'adresse suivante) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

## ARTICLE 3 - PRIX

### 3.1 – Caractéristiques et modes de variation des prix

Le marché est conclu à prix unitaires, sur la base des prix du Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

Les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais directs, indirects, de fonctions supports, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, et à la réalisation de sa marge bénéficiaire.

Les prix du marché sont fermes la première année d'exécution du marché.

Les prix sont révisables annuellement à la hausse ou à la baisse à la date anniversaire de la notification du marché.

Le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur les prix révisés un mois avant la date anniversaire et fournit toute sa base de calcul pour vérification par le pouvoir adjudicateur.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conserver la précédente révision.

Elle sera faite par application de la formule ci-après :

$$P_n = P_{n-1} \times (0,15 + (0,85 \times (I_n / I_{n-1} - 1)))$$

Dans laquelle :

- $P_n$  : Prix révisé au titre de la période  $n$ ,
- $P_{n-1}$  : Prix appliqué au titre de la période  $n-1$
- $P_0$  : prix de référence, à la date de notification de l'accord-cadre,
- $I_n$  : Indice INSEE 010769424, indice de production dans les services – Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes (NAF rév. 2, niv. division poste 79), lu sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010769424>) - dernier indice connu au moment de la révision
- $I_{n-1}$  : Indice INSEE 010769424, appliqué au titre de la période  $n-1$
- $I_0$  : Indice INSEE 010769424 de référence, à la date de notification de l'accord-cadre.

Si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre, la variation des prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. Dans le cas où l'indice choisi ne pourrait être appliqué du fait de l'absence d'indice de remplacement, l'Université fixera au plus juste un nouvel indice de référence.

Les prix Pn (autres que P0) en vigueur au titre de la période n (tels que révisés au début de ladite période n par application de la formule ci-dessus) sont applicables à l'ensemble de la prestation réalisée pendant la période n et à celle-ci uniquement, quelle que soit la date de facturation.

#### **Clause butoir**

L'évolution des tarifs résultant de la variation des prix ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 3% annuels.

## **ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION**

### **4.1 - Modalités de commande**

La notification du présent marché vaut date de début d'exécution des prestations à compter du 17/06/2026 et marque le départ du délai contractuel d'exécution.

Les prestations font l'objet de commandes par le représentant légal du pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure des besoins.

Les éléments de l'ordre de mission seront saisis en ligne sur le portail ou l'ordre de mission transmis par mail si nécessaire.

Une demande formulée par téléphone sera obligatoirement confirmée par écrit sous peine de nullité.

L'ordre de mission signé de l'Université fera foi.

Dans le cas de commande offline, le titulaire qui livrerait en l'absence d'un ordre de mission régulier (ordre de mission de l'Université signé de l'ordonnateur) s'en verra refuser le paiement.

### **4.2 – Qualité de services**

Tout retard du titulaire sur les délais sur lesquels il s'est engagé en signant son offre sera susceptible de déclencher des pénalités de retard prévues à l'annexe 1 (SLA) du présent CCAP.

### **4.3 – Désignation d'un référent**

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à présenter l'équipe référente chargée de suivre le présent marché. Son identité et tout changement pouvant intervenir au cours du marché seront communiqués à l'Université. De même façon, l'Université désignera les interlocuteurs au démarrage des prestations.

## **ARTICLE 5 - REGLEMENT DES COMPTES**

### **5.1 – Avance forfaitaire**

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions de l'article R.2191-16 du Code de la Commande Publique. Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

### **5.2 - Facturation**

Le titulaire est tenu de n'établir qu'une facture par bon de commande quel que soit le nombre de livraisons auxquelles ce dernier aura donné lieu.

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'Université de façon dématérialisée exclusivement via le portail Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S. et celles du Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 :

- « 1° La date d'émission de la facture ;
  - « 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
  - « 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
  - « 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
  - « 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
  - « 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
  - « 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
  - « 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
  - « 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
  - « 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
  - « 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
  - « 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- « Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.
- « Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

### 5.3 – Paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou via le ROP de la carte logée auprès de l'opérateur bancaire.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes : l'euro.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service financier dès lors que la facture a bien été présentée après admission des prestations.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué au présent marché à partir de son RIB.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

## ARTICLE 6 : PENALITES

Les indicateurs de qualité de service et les pénalités sont indiqués dans l'annexe 1 au présent CCAP.

## ARTICLE 7 : DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les Tribunaux Administratifs sont seuls compétents.  
Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français ou être traduits en français.  
En cas de litige, l'administration et le titulaire peuvent recourir aux Comités Consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges.  
En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le Comité visé ci-dessus, seul le tribunal administratif de Châlons en Champagne sera compétent.

## **ARTICLE 8 - RESILIATION DU MARCHE**

Le marché pourra être résilié dans les conditions du chapitre 7 du C.C.A.G. F.C.S.

## **ARTICLE 9 – DEROGATIONS AU CCAG**

L'article 4.2 du présent CCAP déroge à l'article 21 du CCAG FCS (documents livraison)  
L'article 6 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG FCS (pénalités)